

# POUR PARLER DE PAIX

Revue d'analyse des  
conflits internationaux et  
des enjeux de paix

## Le poids du silence

**Atlas des crises  
oubliées et négligées**



Editeur responsable: Quentin Hayois • Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl  
Chaussée Saint-Pierre, 208 • B-1040 Etterbeek - Belgique



## SOMMAIRE

### ÉDITO

page 3

### L'ACTUALITÉ : REGARDS ET POSITIONS

L'impact de la révolution numérique  
sur l'invisibilisation de certains conflits

page 4

### DOSSIER

#### LE POIDS DU SILENCE

#### ATLAS DES CRISES OUBLIÉES ET NÉGLIGÉES

##### *Première analyse*

Conflits armés oubliés et négligés :  
la crise globale de l'attention

page 6

##### *Deuxième analyse*

Crise d'Haïti : entre manque d'intention  
et faible attention

page 9

##### *Troisième analyse*

Érythrée et Éthiopie au-delà de l'oubli :  
comprendre, raconter, agir

page 11

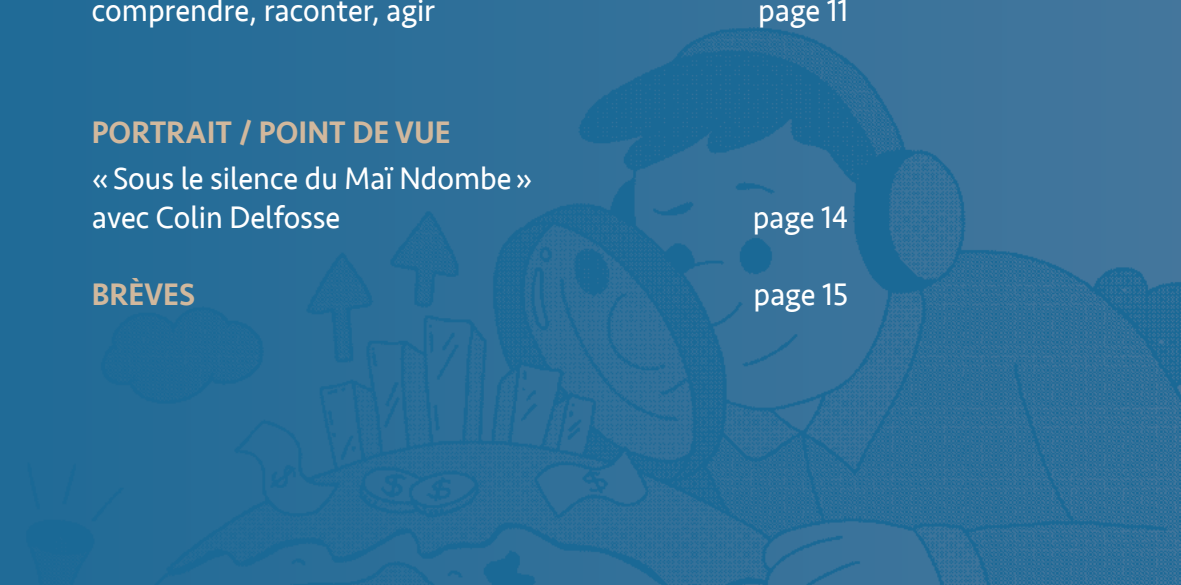
### PORTRAIT / POINT DE VUE

« Sous le silence du Maï Ndombe »  
avec Colin Delfosse

page 14

### BRÈVES

page 15



# ÉDITO



Les pages que vous allez lire dans ce numéro de fin d'année s'attachent à ce que le monde choisit souvent d'ignorer. Des conflits sans témoins, des populations effacées, des territoires sortis du champ. D'Haïti au Maï-Ndombe, dans la Corne de l'Afrique, mais aussi ailleurs : au Yémen, au Sahel, en Afrique centrale, au Cachemire ou au Myanmar, **une même mécanique se répète : lorsque l'attention s'éloigne, les crises s'enracinent.**

Les articles réunis dans cette revue, ne se limitent pas à dénoncer l'oubli : ils en analysent les ressorts. Les mots qui atténuent, les images qui simplifient, les algorithmes qui orientent nos émotions. Ils rappellent que la hiérarchie de la compassion existe, que certaines vies pèsent moins dans le flux médiatique, et que cette asymétrie n'est jamais neutre.

Le travail de notre comité de rédaction est une invitation à résister à cette usure du regard. Prendre un moment pour comprendre, restituer la dignité des populations et leur histoire. En filigrane, c'est un devoir citoyen qui se dessine : tenir bon quand le monde se détourne, refuser le confort de l'indifférence, et croire que documenter l'invisible est déjà une première forme de justice.

Ce numéro ne prétend pas à lui seul changer les lignes, il ouvre une brèche. Parce que rendre visible n'est pas un geste ponctuel, mais un travail de fond à poursuivre, approfondir, partager. Ce travail s'inscrit dans la continuité de nos précédents articles (à lire ou à relire) et ouvre la voie à d'autres analyses à venir.

A retrouver sur notre site internet :

- Conflit à l'ouest de la RD Congo, comment briser l'indifférence sur cette crise oubliée ?
- Conflit et ingérences : comprendre la crise soudanaise
- Guerre à l'Est de la RD Congo : plus qu'un conflit ethnique
- L'environnement en temps de conflits armés : une victime oubliée ?
- Journaliste en RD Congo, le miroir d'une profession étouffée
- Le cri de la terre au Sud-Kivu
- Les droits humains au Burundi dans un contexte de trêve fragile
- RD Congo : sortir de l'impunité systématique et généralisée en érigeant un système global de répression des crimes
- Témoigner et informer : le challenge des images

**Quentin Hayois**  
Secrétaire Général

# L'impact de la révolution numérique sur l'invisibilisation de certains conflits



Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les rédactions qui choisissent ce qui fait l'actualité, ce sont aussi, et surtout, les algorithmes. Sur Facebook, TikTok, X ou Instagram, des systèmes d'intelligence artificielle déterminent quels contenus méritent d'apparaître dans notre fil d'actualité. Ces algorithmes privilégient l'engagement : likes, partages, commentaires. Résultat ? Les conflits qui génèrent des réactions émotionnelles immédiates et massives gagnent en visibilité, tandis que d'autres, pourtant tout aussi graves, disparaissent du flux numérique.

La surinformation joue un rôle central. Submergé-es par un flux constant de contenus, nous développons une forme de fatigue compassionnelle numérique. Sur nos écrans défilent pêle-mêle des vidéos de conflits, des publicités, des vidéos de chats, des annonces de produits. Cette juxtaposition érode notre capacité à distinguer l'urgent de l'anodin. Une actualité dramatique sur un conflit oublié apparaît au même rang qu'un contenu divertissant, diluant sa portée et son impact.

À cette saturation s'ajoute un brouillage encore plus pernicieux : celui de la désinformation. Les plateformes sont inondées de fausses informations brouillant délibérément la réalité. L'IA générative facilite la création de deepfakes et de faux témoignages d'une qualité troublante, rendant le discernement du vrai encore plus difficile.

Les biais géographiques et linguistiques des IA renforcent également cette invi-

sibilisation. Les systèmes de modération et de recommandation sont souvent entraînés majoritairement sur des données en anglais, provenant d'Amérique du Nord et d'Europe, de l'occident en somme. Les contenus produits en langues locales, depuis des zones de conflit moins connectées, sont automatiquement désavantagés. Quand un-e civil-e syrien-ne ou yéménite témoigne dans sa langue, son message a bien moins de chance d'être amplifié qu'un contenu produit en anglais ou en français par un-e utilisateur-trice occidental-e

Cette disparité appelée « économie de l'attention » révèle une hiérarchie implicite des souffrances : certaines victimes suscitent plus d'empathie, plus de partages, plus de hashtags que d'autres.

## Les technologies de l'espoir : documenter l'indicible

Pourtant, les mêmes outils qui invisibilisent peuvent aussi révéler. Dans certaines zones privées de presse libre, les réseaux sociaux deviennent l'unique fenêtre sur l'horreur. Le génocide à Gaza en est un exemple : des milliers de civil-es documentent en temps réel, avec leur téléphone, ce que les journalistes ne peuvent pas toujours couvrir. Ces témoignages directs, malgré la censure et les suppressions, percent parfois le mur du silence.

Le journalisme citoyen et les techniques d'investigation en source ouverte (OSINT) se développent. Des communautés en ligne vérifient, recoupent, géolocalisent des images pour authentifier des crimes de guerre. Des initiatives collaboratives de cartographie des conflits émergent, permettant de suivre des crises ignorées par les grands médias.

Des projets de fact-checking<sup>1</sup> tentent de combattre la désinformation. Des applications et des outils permettent aux citoyen-nés de vérifier l'authenticité

d'une image, de remonter à sa source originale, de détecter les manipulations. **Cette littératie numérique devient un rempart indispensable.**

## Vers une responsabilité collective

Face à cette réalité, la responsabilité n'incombe pas uniquement aux plateformes. Elle nous concerne tous-tes. S'éduquer aux médias, apprendre à vérifier, à douter, à croiser ses sources, à sortir de sa bulle algorithmique : dans un monde ultra-numérisé, la capacité à s'informer de manière critique constitue un acte de résistance contre l'indifférence programmée.

Les conflits oubliés le restent parce que nous acceptons, consciemment ou non, que les algorithmes décident pour nous ce qui mérite notre attention. Reprendre ce pouvoir, c'est choisir activement de s'informer au-delà de ce qui nous est servi, de chercher les voix que les systèmes automatiques étouffent, de partager ce qui ne devient pas viral naturellement. La technologie peut être un outil d'invisibilisation comme de révélation. **C'est à nous de décider comment nous l'utilisons.**

**Déborah Lozano**

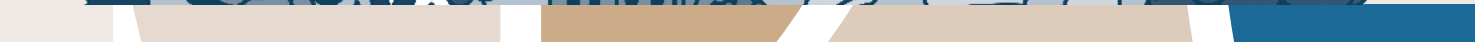
### Sources :

- Uppsala Conflict Data Program (UCDP). *Rapport annuel sur les conflits armés*, Université d'Uppsala, 2025.
- Access Now. (2024). "The Digital Divide in Conflict Zones: Connectivity and Information Asymmetry".
- Observatoire Cetelem / Harris Interactive. *Les réseaux sociaux : pour le meilleur et pour le pire*, 2023.
- Toler, A. (2023). "How OSINT is Reshaping Conflict Documentation". Bellingcat Investigation Report.

1. Voir le projet du volontaire de Justice & Paix Oscar Thielen qui a créé une plateforme de ressources et outils pour lutter contre les fake news et la désinformation en ligne : <https://demystificator.vercel.app/>

# Le poids du silence

## Atlas des crises oubliées et négligées





# Conflits armés oubliés et négligés :

la crise globale de l'attention



« Pourquoi parle-t-on autant de Gaza et si peu du Soudan ? » On retrouve cette interrogation dans de nombreux débats publics. Elle sert parfois à détourner l'attention d'un conflit vers un autre, ce que l'on appelle « [whataboutism](#) ». Pourtant, elle pointe aussi un enjeu légitime : nous ne pouvons pas couvrir tous les conflits sans risquer l'épuisement, mais nous ne pouvons pas non plus ignorer celles et ceux qui continuent de subir la guerre.

Avant d'aborder des situations concrètes dans la suite de cette revue, il convient d'abord de définir ce que l'on entend par « conflit armé », mais aussi ce que recouvrent les notions de « négligé » et « d'oublié ». L'exercice n'est pas simple.

D'un côté, les États évitent souvent les termes de « conflit armé » ou de « guerre », préférant des expressions comme « opération spéciale » comme la Russie en Ukraine, ou encore « intervention humanitaire » comme l'OTAN au Kosovo. Cette stratégie linguistique n'est pas propre à un pays ou à un régime : **elle traverse toutes les cultures politiques.**

De l'autre, la nature même des conflits contemporains, caractérisés par la présence d'acteurs non étatiques, d'influences extérieures et de dynamiques transnationales, complique encore plus leur qualification. **Définir un conflit armé suppose de croiser les approches du droit international et des sciences politiques<sup>1</sup>.**

Le [Uppsala Conflict Data Program](#) définit un conflit armé comme un affrontement organisé provoquant au moins vingt-cinq morts liés aux combats entre deux acteurs, dont au moins un État.

Le droit international humanitaire (DIH) et le droit pénal international distinguent pour leur part :

- **le conflit armé international (CAI)**, quand la force armée oppose des États ;
- **le conflit armé non international (CANI)**, quand l'affrontement armé se déroule sur un même territoire national opposant des forces étatiques à des groupes armés non étatiques ou uniquement des groupes armés non étatiques entre eux.

Par exemple, le [projet RULAC](#) (Rule of Law in Armed Conflicts) distingue cinq critères : intensité des hostilités, organisation des parties, durée du conflit,

contrôle territorial et cohérence des opérations militaires.

### « Oublié » ou « négligé » : deux termes proches, mais pas identiques

Les mots « oublié » et « négligé » sont souvent employés comme s'ils avaient le même sens, notamment dans les médias ou les rapports humanitaires. Pourtant, ils renvoient à des réalités légèrement différentes, qu'il est important de distinguer.

L'OCHA<sup>2</sup>, utilise à la fois les expressions *forgotten emergencies* (« urgences oubliées ») et *neglected crises* (« crises négligées »), sans pour autant en proposer de définition officielle. En revanche, son Fonds central d'intervention d'urgence (le CERF) finance les *underfunded emergencies* (« urgences sous-financées ») à partir de plusieurs critères, tels que le niveau de financement reçu, la vulnérabilité des populations concernées et les consultations menées avec les agences onusiennes et les organisations non gouvernementales.

Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) publie chaque année un classement des **most neglected displacement crises**, c'est-à-dire des crises de déplacement les plus négligées. Ce classement repose sur trois dimensions principales : le manque de financement, la faible couverture médiatique et l'absence d'engagement politique ou diplomatique autour de ces situations.

Pour sa part, la Commission européenne parle plutôt de *forgotten crises*, les « crises oubliées ». Elle entend par là des crises humanitaires graves et durables, pour lesquelles l'aide internationale est insuffisante, faute d'intérêt politique ou médiatique. Son évaluation combine des indicateurs quantitatifs, tels que la gravité de la situation ou le niveau d'aide humanitaire par habitant, et une analyse qualitative menée par les expert-es de la Commission.

En août 2025, seuls 8,63 milliards USD **d'aide humanitaire** (19 %) ont été reçus sur 45,48 milliards requis.

Pour mieux comprendre la différence entre ces deux termes, il est utile de revenir à leur sens premier. Le verbe *négliger* signifie « ne pas s'occuper de quelque chose dont on devrait prendre soin », tandis que le verbe *oublier* veut dire « perdre le souvenir de quelque chose ». **Ainsi, une crise oubliée est une situation qui a déjà suscité l'attention du public ou mobilisé la communauté internationale mais qui a, peu à peu, disparu du champ de perception collective.** C'est le cas, par exemple, du conflit en Syrie, largement couvert au début des années 2010, mais beaucoup moins visible aujourd'hui.

À l'inverse, **une crise négligée est une crise qui n'a jamais bénéficié d'une réelle attention médiatique ou politique, bien qu'elle touche profondément les populations concernées.** Le Yémen, Haïti ou le Cachemire illustrent bien ce type de situation : elles font rarement la une des journaux, reçoivent peu de financements, et ne font l'objet d'aucune initiative diplomatique d'envergure.

En somme, une crise oubliée est celle qu'on a connue puis délaissée, tandis qu'une crise négligée est celle que l'on n'a jamais vraiment regardée. Cette distinction, bien que subtile, éclaire la manière dont **l'attention internationale se distribue inégalement entre les tragédies du monde.**

### Les mécanismes de l'invisibilité

**Qu'il soit oublié ou négligé, un conflit partage des caractéristiques communes : manque de financement, faible**

1. Le droit international public s'appuie sur la notion d'usage de la force et en évalue la légalité : il distingue la force licite et illicite.

2. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies

### visibilité médiatique, et absence d'initiatives politiques ou diplomatiques.

Mais comment expliquer qu'un conflit disparaisse, ou ne parvienne jamais, dans l'agenda public ?

Le chercheur Virgil Hawkins montre que la visibilité d'un conflit dépend de l'interaction entre quatre sphères d'influence : les décideur-euses politiques, les médias, le public et le monde académique. Lorsque ces quatre acteurs détournent simultanément leur attention, Virgil Hawkins parle de « *stealth conflicts* » (conflits « furtifs »). En anglais, « *stealth* » désigne quelque chose qui échappe aux radars, qui est imperceptible plutôt que volontairement caché. Il ne s'agit donc pas d'une dissimulation active, mais de la disparition progressive d'un conflit.

Il identifie six facteurs qui structurent cette hiérarchie de l'attention :

- **l'intérêt politique ou stratégique;**
- **la proximité géographique et l'accès au terrain;**
- **la capacité d'identification culturelle** avec les victimes;
- **la sympathie morale** générée par un récit clair (coupables et innocents);
- **la simplicité du conflit**, plus facile à raconter qu'une guerre fragmentée;
- **le sensationnalisme**, qui privilégie l'événement spectaculaire à la violence chronique<sup>3</sup>.

À cela s'ajoutent d'autres facteurs : **les diasporas, la société civile**, mais aussi **les réseaux sociaux**. Ces derniers jouent un rôle ambivalent : ils permettent de mobiliser rapidement l'attention, mais leurs algorithmes favorisent les contenus « viraux » et relèguent dans l'ombre des crises jugées moins engageantes.

### Les conséquences de l'invisibilité humanitaire

**L'invisibilité d'un conflit n'est jamais neutre** : elle a des conséquences humaines, politiques et morales concrètes. Lorsque l'attention internationale se détourne, **les financements humanitaires chutent, la diplomatie s'essouffle et les violations des droits humains s'aggravent.**

Selon le [Global Humanitarian Overview 2025](#), 300 millions de personnes dans le monde ont besoin d'assistance humanitaire, dont 181 millions sont ciblées à travers 73 pays. Parmi elles, 114 millions sont considérées comme prioritaires en raison de la gravité de leur situation. Ce recentrage forcé laisse de vastes segments de la population sans assistance ni protection, aggravant les inégalités entre les crises visibles et celles qui demeurent dans l'ombre. En conséquence, moins une crise est médiatisée, moins elle attire de financements et d'efforts politiques, ce qui renforce davantage son isolement et son oubli. **Nous ne sommes plus face à quelques crises oubliées, mais face à une crise globale de l'attention et de la solidarité.**

### Sortir de la hiérarchie implicite des souffrances

Face à ces crises, il est essentiel de maintenir une vigilance citoyenne capable de raviver l'attention des crises oubliées. Au-delà de l'engagement individuel, il est nécessaire d'améliorer la coordination et la synergie entre les acteurs et actrices : gouvernements, ONG, agences des Nations Unies, réseaux communautaires, afin de conjuguer nos efforts et maintenir une solidarité durable.

Cette exigence s'exprime d'abord sur les plans politique et diplomatique. Les États et les institutions internationales doivent se doter de mécanismes qui ne dépendent pas des cycles médiatiques ou de l'émotion du moment. Garantir un suivi constant des crises, même lorsqu'elles disparaissent des écrans, suppose des financements pluriannuels, des engagements pérennes et une diplomatie attentive, fondée sur la prévention, le dialogue et la responsabilité partagée.

Dans ce cadre, **la coopération internationale et la solidarité au développement jouent un rôle essentiel.** Elles permettent de renforcer les capacités locales, de prévenir les violences futures et de soutenir des solutions durables, ancrées dans la justice et les droits humains. Pourtant, ces politiques sont aujourd'hui fragilisées. **En Belgique, les coupes budgétaires récentes dans la coopération au développement affaiblissent le tissu associatif, limitent la**

**portée de l'action des ONG et réduisent la capacité de notre pays à contribuer à l'effort mondial de paix et de solidarité.** Réduire ces moyens, c'est non seulement compromettre des projets concrets, mais aussi trahir un principe fondamental : celui de la responsabilité partagée envers les populations qui subissent les crises les plus graves et les plus invisibles.

La responsabilité ne s'arrête pas aux institutions. Chacun et chacune d'entre nous peut contribuer à élargir l'espace de l'attention : en s'informant sur des crises peu médiatisées, en relayant la voix des diasporas. **L'attention n'est pas une ressource limitée que l'on distribue au gré des tendances : elle est une capacité collective à reconnaître l'autre, à élargir notre horizon moral.** Refuser l'oubli, c'est refuser une hiérarchie des douleurs. C'est affirmer que la solidarité internationale n'est pas une option, mais un pilier indispensable d'une humanité partagée et responsable.

Mattia Tosato

3. Jucie Konečná, "Stealth Conflicts: Unpacking the Causes of Underreported and Invisible Wars", *Journal of Regional Security*, vol. 19, no 2, 2024, p. 185-206





# Crise d'Haïti :

## entre manque d'intention et faible attention

Haïti est aujourd'hui encore en proie à une crise d'ampleur qui engouffre ce pays, de jour en jour, dans un chaos généralisé, sous le regard passif et largement indifférent des acteurs et actrices de la communauté internationale. Prototype d'une crise oubliée, la situation en Haïti mérite que l'on s'y intéresse beaucoup plus. Cette réflexion se propose de remettre au goût du jour, dans le cadre de cette revue, une situation fortement décrite par la société civile.

### Une crise multidimensionnelle aux conséquences dévastatrices

La fragilité actuelle d'Haïti est enracinée dans son histoire. Après avoir proclamé son indépendance en 1804, le pays se voit contraint de verser une dette colossale à la France, ce qui freine considérablement son développement économique naissant. Le vingtième siècle est marqué par les interventions américaines et les longues années de dictature sous les Duvalier, qui laissent des cicatrices politiques durables. Plus récemment, le tremblement de terre

de 2010 vient aggraver cette fragilité : il provoque des pertes humaines massives et des destructions matérielles majeures, réduisant à néant plusieurs décennies d'efforts de développement.

Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, le pays est entré dans une nouvelle spirale d'instabilité chronique et multidimensionnelle, avec des institutions devenues inexistantes ou du moins largement dysfonctionnelles et des bandes armées qui contrôlent une grande partie du territoire, y compris des zones de la capitale Port-au-Prince. Selon les Nations Unies, plus de 3000

personnes ont été tuées au premier semestre 2025 et depuis 2022, l'on comptabilise plus de 16 000 personnes tuées<sup>1</sup>. Entre massacres de gangs, violences sexuelles, exécutions sommaires et plus de 150 gangs armés opérant dans et autour du pays, la situation d'Haïti est tout à fait comparable à **un conflit interne de haute intensité**.

La crise multidimensionnelle, politique, humanitaire et sécuritaire qui secoue ce pays depuis des années est devenue catastrophique, peut-on lire dans le rapport mondial 2025 de Human Rights Watch<sup>2</sup>. Non seulement les crimes et



enlèvements perpétrés par des groupes criminels sont en nette augmentation. Les violences sexuelles se sont encore plus largement généralisées. Les survivantes disposent d'un accès extrêmement limité aux services de santé, par suite du démantèlement de l'écosystème sanitaire de la région métropolitaine de Port-au-Prince. A cela s'ajoute l'absence quasi-totale de recours judiciaire.

Une crise inconnue ou mal connue

La situation que traverse Haïti est souvent qualifiée de crise oubliée, tantôt de crise négligée et s'apparente fort bien à un conflit interne non déclaré. Dans ses évaluations des crises oubliées, la Direction Générale Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européenne (DG ECHO) définit la situation en Haïti comme une crise complexe, sans pour autant la qualifier de conflit interne. Des médias haïtiens et des analystes s'accordent d'ailleurs à dire que **l'un des facteurs de négligence de la crise en Haïti réside dans le fait qu'elle ne soit pas clairement nommée**<sup>3</sup>, et nous pensons notamment à la qualification de « conflit armé non international » puisqu'elle réunit quasiment toutes les conditions pour être considérée comme telle. Une telle reconnaissance aurait potentiellement pour effet **d'entraîner une plus large mobilisation internationale** autour de cette crise, de la même manière que cela ouvrirait droit à des poursuites pénales au niveau international contre les auteurs et autrices des crimes graves qui y sont commis. En tout cas, il règne en Haïti un climat d'impunité qui neutralise tous les espoirs des populations et dresse un tableau de barbarie sans issue. Entre frustration et sentiment d'abandon, les victimes n'ont pour seul recours que les organisations humanitaires qui y interviennent.

Dans ce cas précis, la qualification de conflit armé non international paraît fondée aujourd'hui dans la mesure où, la jurisprudence assimile les mauvais traitements infligés à une population civile à des « attaques armées »<sup>4</sup>, ce d'autant plus que ces attaques se comptent par dizaines de milliers. En effet le TPIY<sup>5</sup> considère que « dans le contexte des crimes contre l'humanité, l'attaque ne se limite pas au recours à la force armée et comprend également tous les mau-

vais traitements infligés à la population civile »<sup>6</sup>. **Le caractère clandestin des gangs opérant en Haïti ne devrait pas les exclure de répondre de leurs actes devant l'instance internationale de répression des crimes internationaux les plus graves, puisque les actes criminels de ces gangs tombent sous le coup de ceux-ci.** D'ailleurs le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, Volker Türk faisait déjà remarquer que même « les chiffres ne suffisent pas à rendre compte des atrocités absolues commises en Haïti (...) »<sup>7</sup>. En outre, le rapport d'évaluation rapide de l'impact de la crise sécuritaire, préparé par le gouvernement d'Haïti en octobre 2024, (avec l'appui de l'UE, la Banque Interaméricaine de développement, les Nations Unies et la Banque Mondiale) assimile ces gangs à des groupes armés<sup>8</sup>. **Il est certes vrai que l'application des règles du Droit International Humanitaire à la crise haïtienne n'est pas aussi simple et dépend d'autres facteurs tout aussi d'importants. Néanmoins, nous militons pour le débat autour de cette question dans la lutte contre l'impunité des crimes graves qui y sont commis.**

La faible mobilisation internationale : politique, humanitaire et médiatique

D'un point de vue politique, la situation que connaît Haïti est typique d'un conflit oublié, où l'absence d'intérêts géopolitiques majeurs entraîne une forme de passivité internationale, malgré l'urgence humaine et sécuritaire qui y prévaut. Pourtant de l'avis de certain-es analystes, « l'histoire des relations de ce qu'on appelle la « communauté internationale » avec Haïti est une histoire d'aveuglement, de lâcheté et de cynisme, l'histoire d'une ingérence systématique, d'une domination politique et d'une faillite éthique »<sup>9</sup>. C'est

dire si la communauté internationale a une immense part de responsabilité dans le chaos qui règne dans ce pays. Pour mieux comprendre la complexité des rapports géopolitiques qui prévalent autour d'Haïti, cette réflexion<sup>10</sup> du chercheur Frédéric Thomas peut davantage nous édifier.

Si la campagne « Stop Silence Haïti ! » lancée en 2020 a eu pour effet de susciter davantage d'attentions sur un pays longtemps meurtri par des crises, la réactivité internationale à l'heure actuelle demeure sans éclat.

Ce qui a pour conséquence, le sous-financement de cette crise d'un point de vue humanitaire, mais aussi et dans une certaine mesure, la disparition de cette crise dans les médias.

De toute évidence, dans les contextes de crises, les agendas politiques, médiatiques et humanitaires sont intimement liés et produisent beaucoup plus d'impact lorsqu'ils sont mobilisés ensemble, ce qui n'est pas le cas pour la situation en Haïti. Il suffit de regarder autour de nous pour déplorer à quel point les valeurs d'humanité sont dévoyées et instrumentalisées dans les processus décisionnels aussi bien dans la sphère politique qu'au niveau des médias, pourtant essentiels pour un monde de justice et de paix. Face à cette situation, le Secrétaire Général des Nations Unies continue d'appeler à un soutien international plus accru et à alerter sur le risque d'un effondrement total de l'autorité étatique dans ce pays. Les organisations de la société civile sont devenues une voie d'information et de dénonciation non négligeable. Chacune d'entre nous peut contribuer à briser le silence qui entoure Haïti. Pour celles et ceux qui souhaitent s'engager, plusieurs actions concrètes sont possibles.

Nous pouvons signer des pétitions et campagnes de plaidoyer. La campagne

1. <https://information.tv5monde.com/international/violences-en-haiti-plus-de-16000-morts-depuis-2022-selon-lonu-2792766>  
2. <https://www.hrw.org/fr/world-report/2025/country-chapters/haiti>  
3. Voir le cycle de conférence en ligne d'MSF « Crises Oubliées, Pas Négligées - Haïti » <https://www.youtube.com/watch?v=S5e9oiTdBIQ&t=1511s>  
4. TPIY, aff. IT-96-23 ET 23/1-A, Kunarac, 12 juin 2002, § 86 ; aff. IT-97-24-T, Stakic, 31 juillet 2003, § 623.  
5. Entendu Tribunal Pénal International Pour l'ex-Yougoslavie  
6. Ibidem § 86 et § 623.  
7. <https://news.un.org/fr/story/2025/01/1151896#:~:text=Au%20moins%205.601%20personnes%20ont,l%20homme%20des%20Nations%20Unies>  
8. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/760948dabf29bb74d068aca7d8a6d8-0370012025/original/WB-RCIA-REP-FR-98.pdf>  
9. Frédéric Thomas, « Haïti et la communauté internationale : entre falsification et ingérence », 2023, <https://www.cetri.be/Haiti-et-la-communaute-6237>  
10. Ibidem.



De toute évidence, dans les contextes de crises les agendas politiques, médiatiques et humanitaires sont intimement liés et produisent beaucoup plus d'impact lorsqu'ils sont mobilisés ensemble, ce qui n'est pas le cas pour la situation en Haïti.

internationale "Stop Silence Haïti !" a été lancée en 2020 par plus de 82 organisations haïtiennes, belges, canadiennes, espagnoles, allemandes et béninoises pour mettre fin au silence et à la complicité internationale.

Nous pouvons aussi nous informer pour mieux comprendre en visionnant des documentaires et films essentiels. « Haïti, la rançon de la liberté », documentaire diffusé sur France 3, examine la dette haïtienne imposée par la France et ses conséquences durables. « Haïti, entre deux feux », série documentaire de Médecins Sans Frontières en trois épisodes, raconte le quotidien des habitant-es de Port-au-Prince. Et aussi, à travers des lectures comme : « Haïti noir », une anthologie de 18 nouvelles d'auteur-rices haïtien-nés contemporain-es explorant la société haïtienne.

Enfin, il est primordial de continuer de se mobiliser dans le cadre des plaidoyers citoyens, afin que nos responsables politiques agissent à travers les instances politiques internationales en faveur d'un agenda et des actions claires pour les crises oubliées et négligées. D'autant plus que ces organisations internationales sont fondées sur la solidarité et existent précisément pour agir en faveur de l'humanité.

**Merlin Fotabong Assoua**

# Érythrée et Éthiopie au-delà de l'oubli : comprendre, raconter, agir



## Aux origines politiques et économiques d'un conflit fratricide

Nous sommes le 6 mai 1998 lorsqu'éclate la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Les deux nations partagent une histoire commune et des intérêts économiques communs. **Pour comprendre les raisons de cette guerre surnommée le « Verdun africain » en raison des 100 000 à 300 000 morts selon les estimations, il faut analyser ses dimensions politiques et économiques.**

### La dimension politique

L'Érythrée était anciennement rattachée au grand Empire éthiopien. L'alliance de deux mouvements rebelles : Le Front populaire de libération de Érythrée (FPLE) et le Front de libération du peuple du Tigré (FPLT) entraîne la chute du dictateur Mengitsu en 1991 et accélère l'indépendance de l'Érythrée. Celle-ci est proclamée le 24 mai 1993. La paix relative qui suivit fut marquée par des tensions frontalières : en plus des nombreuses incursions militaires de part et d'autre, c'est un litige concernant le village de *Badmé*, situé sur le tracé séparant les deux nations, qui mettra le feu aux poudres en mai 1998. Cette guerre fratricide alliant propagande nationale et jeux d'alliances régionales va enflammer la corne de l'Afrique déjà considérée par beaucoup, comme la région la plus instable du continent.

### La dimension économique

Depuis son indépendance, l'Érythrée a limité l'accès direct de l'Éthiopie à la mer Rouge. Cette situation crée une tension économique autour du commerce et des transports. Ainsi, les désaccords sur les mouvements des biens et des personnes vont servir de prétexte à la guerre. Par la suite, une paix relative, imposée par les Nations-Unies via les accords d'Alger en 2000, se fera sous des conditions plus ou moins acceptables pour les deux nations. Ce n'est qu'en 2018 que les deux pays ont signé un accord de paix historique, mettant officiellement fin à l'état de guerre.



© Pen International

Cependant, des tensions ont resurgi en 2021, ravivées par le conflit au Tigré. L'Érythrée a été impliquée dans ce conflit en soutenant le gouvernement éthiopien contre le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF). Bien que la guerre au Tigré ait officiellement pris fin en 2022 avec l'Accord de Pretoria, des tensions subsistent, notamment en raison de la présence continue de troupes érythréennes en Éthiopie et de différends concernant l'accès de l'Éthiopie à la mer Rouge.

Les conséquences de cette guerre se répercutent en Europe du fait de l'important flux migratoire depuis la corne de l'Afrique. En 2024, **le CGRA<sup>1</sup> a enregistré environ 2 396 demandes d'asile de ressortissant-es érythréen-nés**, plaçant l'Érythrée parmi les cinq premières nationalités représentées en Belgique. Pourtant, leur situation reste largement invisible dans le débat public et médiatique belge.

Les causes d'une très faible couverture médiatique

Dans le cas du conflit érythréo-éthiopien, comme pour beaucoup d'autres conflits, la couverture médiatique occidentale est traditionnellement faible. Le constat

est malheureusement récurrent : de nombreux conflits durent des années, parfois des décennies, mais finissent par être négligés, voire oubliés par l'opinion publique. Pour comprendre ce phénomène, il est essentiel d'en identifier les causes, et nous allons ici nous concentrer sur une dimension centrale : **l'image médiatique de l'Afrique**.

Les rédactions internationales couvrent souvent le continent africain selon des schémas narratifs récurrents : pauvreté, crise humanitaire, conflits, corruption. Ces cadres, appelés « *poverty porn* » simplifient la complexité de la réalité africaine en récits répétitifs où les personnes apparaissent anonymes et interchangeables. Ces « packages » narratifs sont utilisés parce qu'ils sont rapidement identifiables et émotionnellement frappants pour un public occidental<sup>2</sup>.

Cette simplification se manifeste également dans les choix visuels. Les médias montrent fréquemment des images de groupes, de campements ou de files de victimes, plutôt que des portraits indi-

vidualisés. Or, la recherche montre que **la représentation en masse favorise la déshumanisation** et modifie la perception de l'événement par le public : il devient moins un récit humain singulier qu'une menace, une vague de migration ou une charge humanitaire abstraite<sup>3</sup>. Autrement dit, le simple choix de l'image influence l'empathie et les réactions politiques ou individuelles.

Cette tendance est renforcée par les impératifs économiques des médias et des ONG. Les formats faciles, les images choquantes et les récits courts sont privilégiés car ils génèrent plus de clics, de visibilité et de dons.

Enfin, la répétition constante de ce type de récits produit **un effet de banalisation**. Quand le public est habitué à entendre « Afrique = misère », il devient moins réceptif aux histoires nuancées et plus complexes. Les décideur-euses politiques et les médias perçoivent certains événements comme routiniers, et la pression diplomatique ou médiatique

1. Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides  
2. Comment le journalisme occidental parle de l'Afrique?, Johanna Mack, 2019.  
3. Olier, J.S., Spadavecchia, C. Stereotypes, disproportions, and power asymmetries in the visual portrayal of migrants in ten countries: an interdisciplinary AI-based approach. Humanit Soc Sci Commun 9, 410 (2022).



s'en trouve diminuée. Chimamanda Ngozi Adichie a théorisé ce phénomène sous l'étiquette de "*danger of a single story*" : la répétition d'un récit unique finit par créer des stéréotypes persistants et réducteurs.

La manière dont les médias occidentaux représentent la Corne de l'Afrique, et plus largement le continent africain, influence profondément notre perception des conflits. Ces récits stéréotypés, faits de pauvreté et de guerre, finissent par anesthésier notre empathie et nourrissent une **invisibilité collective**.

Lorsque les souffrances deviennent des images familières, la distance s'installe. Le conflit érythréo-éthiopien, pourtant d'une gravité majeure, illustre cette mécanique de l'oubli : faute d'un récit humain et incarné, il disparaît peu à peu du champ de l'attention publique.

Cependant, il est important de souligner que cette représentation médiatique n'est pas uniforme. À côté des grands médias internationaux, **des journalistes indépendant-es et des médias alternatifs** s'efforcent de proposer des récits plus nuancés, ancrés dans la réalité quotidienne des populations africaines. Parmi eux, **Abraham T. Zere**, journaliste et écrivain érythréen exilé aux États-Unis, illustre cette résistance médiatique. Fondateur de **PEN Érythrée**, une section de *PEN International* dédiée à la défense de la liberté d'expression et de la littérature, il s'attache à **fournir des informations vérifiées et contextualisées** afin de contrer la propagande du régime érythréen. Par ses publications et ses collaborations avec des médias indépendants, Zere cherche à redonner une voix à celles et ceux que la censure réduit au silence. Son travail contribue ainsi à **réhumaniser** les populations de la Corne de l'Afrique et à **sensibiliser le public international** à la complexité de leur vécu. Il montre qu'il est possible de dépasser la distance géographique et les stéréotypes médiatiques lorsque l'information est traitée avec rigueur et humanité.

Mais l'effort ne peut reposer sur les seuls journalistes. Il appelle aussi une **responsabilité citoyenne**. C'est dans cette continuité qu'émerge la question de la **solidarité collective face à l'invisibilité**.

## Solidarité collective face à l'invisibilité

Apprendre à entendre le silence, c'est refuser qu'il devienne une norme.

L'Érythrée demeure l'un des États les plus fermés au monde : journalistes, ONG et observateur·ices internationaux·ales y sont presque totalement absent·es. Ce manque d'informations ne se comble qu'au prix de prudence et d'**esprit critique** face à la désinformation.

Les principales sources disponibles proviennent d'organisations comme **Amnesty International**, **Human Rights Watch** ou **International Crisis Group**, qui documentent les violations des droits humains et la répression politique. Cependant, au-delà des rapports institutionnels, **il importe d'interroger nos propres réflexes d'attention** : rechercher les témoignages, confronter les sources, conserver la mémoire.

Derrière chaque personne éthiopienne ou érythréenne vivant en Belgique se trouve un parcours marqué par la guerre, l'exil, et souvent, l'indifférence. Ces histoires, rarement entendues, laissent des traces profondes dans les corps et la mémoire collective. En tant que citoyen·nes, il nous appartient de **comprendre ces trajectoires**. L'invisibilité du conflit érythréo-éthiopien n'est pas inéluctable. Face au silence médiatique et à la crise de l'accueil, **briser l'indifférence** constitue à la fois un **acte de lucidité** et une **forme de solidarité**.

L'engagement reste possible à l'échelle locale. En Belgique, plusieurs structures apportent un soutien concret aux personnes en exil, telles que le Hub humanitaire de Bruxelles, les hébergements citoyens de la Plateforme de soutien aux réfugié·es, ou encore les centres d'accueil de la Croix-Rouge. Ces initiatives contribuent à **restaurer la dignité** et la **visibilité** de celles et ceux laissés·es en marge.

Reconnaître cette invisibilité constitue un premier pas vers davantage de justice sociale.

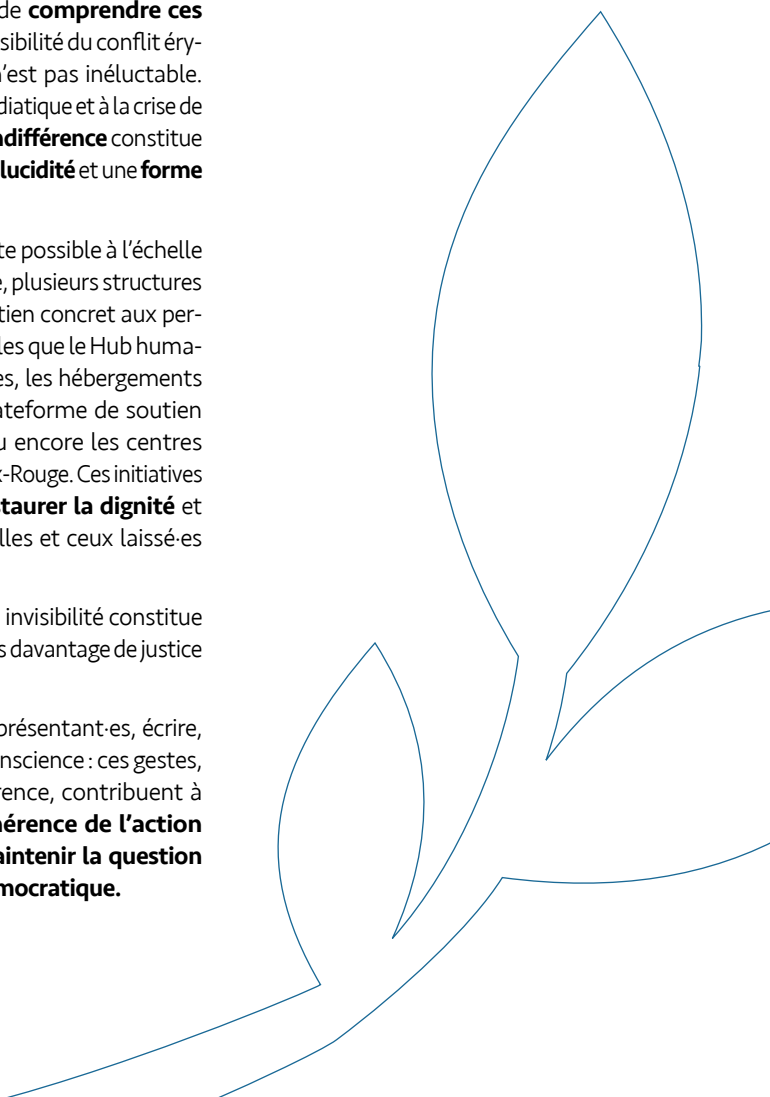
Interpeller nos représentant·es, écrire, signer, voter en conscience : ces gestes, simples en apparence, contribuent à **renforcer la cohérence de l'action publique** et à **maintenir la question dans l'espace démocratique**.

Rompre le silence ne revient pas seulement à informer, mais à **assumer une responsabilité collective** : ne pas détourner le regard, relier nos réalités à celles d'autrui, et refuser que certaines vies soient jugées moins dignes d'attention que d'autres.

La paix ne se décrète pas : **elle se construit**. Dans les mots que l'on choisit, les récits que l'on transmet et les engagements que l'on prend.

**Elle commence peut-être ici : dans la volonté de voir ce qui, trop souvent, demeure dans l'ombre.**

**Victorine Bellaiche,  
Philippe Kamitatu Etsu**



# « Sous le silence du Maï Ndombe » avec Colin Delfosse



Photographe documentaire et éditeur photo au magazine *Médor*, Colin Delfosse utilise l'image comme un langage à part entière : un outil d'information, de mémoire et de transmission. Ses reportages l'amènent à collaborer avec de grands médias internationaux, ainsi qu'avec des institutions telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Loin du spectaculaire, il privilégie par ses images un regard qui restitue la complexité des territoires qu'il photographie.

## Documenter l'invisible : la guerre du Maï-Ndombe

Mandaté en 2022 par le HCR, Colin se rend au Kwamouth, dans la province du Maï-Ndombe, à l'ouest de la République démocratique du Congo. Là, il capture les prémices d'une crise humanitaire. Né d'un désaccord sur la hausse des redevances coutumières liées aux terres agricoles, le conflit dégénère rapidement en affrontements entre les communautés Téké et Yaka.

Ce différend a provoqué une grave crise humanitaire : villages incendiés, exécutions, pillages et déplacements massifs. Selon l'OCHA, près de **300 000 déplacé-es** et plusieurs milliers de mort-es sont à déplorer. Sur le terrain, Colin découvre une région où l'insécurité, conjuguée au manque d'infrastructures sociales et sanitaires, aggrave la situation. « *Le problème, c'est que les structures essentielles étaient déjà défaillantes avant que le conflit n'éclate. Avec la guerre, ce manque structurel a poussé les populations rurales à migrer vers une Kinshasa déjà sous tension* », confie-t-il.

Un autre facteur qui envenime la crise est l'emplacement stratégique des plateaux Batéké, zone clé pour l'approvisionnement alimentaire de la capitale. L'exode rural provoqué par les violences a entraîné une chute de la production et une hausse vertigineuse des prix des denrées de base, comme le manioc, le maïs ou le charbon.

Interrogé sur l'image qui l'a le plus marqué, il revient sur l'une de ses photos, aujourd'hui exposées au Centre Géopolis à Bruxelles, dans l'exposition « *Les crises oubliées* ». Sur ce cliché, on y voit trois jeunes hommes machettes en main, et vêtus de costumes de fortune. Dans leurs regards, on peut apercevoir les lourdes traces du conflit. Cette image illustre la réalité du terrain : celle d'une jeunesse désœuvrée contrainte de rejoindre les rangs de la milice.

## Un conflit sous l'ombre des projecteurs

La crise du Kwamouth reste largement ignorée des médias internationaux en raison de divers mécanismes d'invisibilisation. Selon Colin, ce silence traduit la lassitude du public face aux conflits successifs qui secouent le pays depuis les années 1990, jugés sans issue. Noyée dans le flot d'actualités, cette crise peine à émerger dans les médias.

À cela s'ajoute une réalité plus structurée : la presse belge, comme de nombreuses rédactions étrangères, sont confrontées à un manque de moyens pour couvrir de tels enjeux qui nécessitent une véritable immersion sur le terrain. Pourtant, les journalistes locaux, souvent les mieux placés pour témoigner, peinent encore à trouver leur place dans le paysage médiatique. Enfin, la nature même du conflit contribue à son effacement. Menée dans des zones rurales et isolées, la crise qui secoue

le Maï-Ndombe échappe aux cadres médiatiques habituels car elle ne se prête pas à des schémas géopolitiques clairs ; ici, ce ne sont pas des armées régulières qui s'affrontent, mais des groupes communautaires. De plus, les autorités locales freinent la diffusion d'informations, par crainte d'exposer les tensions internes déjà exacerbées par la crise qui sévit à l'est du pays.

## L'engagement par l'image

Dans un paysage médiatique saturé et fragmenté, Colin considère la photographie comme un acte de résistance au service de l'information. Au-delà du conflit, il s'attache à montrer un autre visage du pays : celui du quotidien, de la résilience et parfois de la dérision, comme dans sa série sur les catcheurs de Kinshasa. Mais, même lorsqu'il capte des moments plus légers, la dure réalité du terrain le rattrape toujours. À son échelle, il défend une photographie qui observe, questionne et résiste à l'oubli. « *Si je pouvais y retourner, je documenterais ce que je n'ai pas encore pu montrer* », confie-t-il, comme une manière de rappeler que documenter reste, plus que jamais, une nécessité pour contrer l'oubli.

**Déborah Lozano**

### Sources :

**Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA).** RD Congo – Situation humanitaire dans la province du Kwilu : rapport de situation spécial, 5 septembre 2025. New York : Nations Unies, 2025. [unocha.org](https://www.unocha.org)

**RTBF.** « République démocratique du Congo : à l'Ouest du pays, un conflit oublié s'enlise aux portes de Kinshasa ». RTBF, 2025. [République démocratique du Congo : à l'ouest du pays, un conflit 'oublié' s'enlise aux portes de Kinshasa - RTBF Actus](https://www.rtbf.be/congo-kivu/actualites/Republique-democratique-du-Congo-a-l-ouest-du-pays-un-conflit-oublie-s-enlise-aux-portes-de-kinshasa-Rtbf-Actus)



# BRÈVES



À l'occasion de la **EU Raw Materials Week**, Justice & Paix a accueilli deux partenaires péruviennes : Mirtha Villanueva (GRUFIDES, Cajamarca), féministe et militante éco-sociale, et **Yovana Mamani** (CooperAcción, Puno), ingénieure environnementale spécialisée dans la gestion de l'eau et le suivi environnemental communautaire.

Cette visite a permis de rencontrer des décideur-ses politiques européen-nes et des organisations de la société civile afin de mettre en lumière les droits humains au Pérou et les défis des contextes extractifs.



Notre cycle d'ateliers « **Questionner nos modèles de consommation, créer de nouveaux récits** » continue en 2026 !

Rendez-vous à Etterbeek le :

- **Jeudi 22 janvier, 18h-21h** : Fresque de la biodiversité – Quelle pression sur nos écosystèmes ?
- **Mercredi 11 février, 18h-21h** : Sobriété et initiatives citoyennes – Consommer moins, consommer mieux ?
- **Mardi 17 mars, 18h-21h** : Animation citoyenne – Quelles technologies pour le bien commun ?

**Inscription :** [laure.didier@justicepaix.be](mailto:laure.didier@justicepaix.be)



# Justice & Paix

**Ciné-débat : « Les cornes de la vache »** en collaboration avec le **Master droits humains de l'USL-B**

**11 février 2026, Université Saint-Louis**

Au Rwanda, des communautés villageoises, accompagnées par l'association Liwoha, expérimentent la **justice restaurative** pour faire face aux violences domestiques et sexuelles. Des habitant-es comme Jean-Marie, Agnès, Évariste ou Drocella donnent espoir à leur communauté et posent une question universelle : **quel est le sens de la justice et comment permet-elle aux personnes de se reconstruire en lien avec leur communauté ?**

La projection sera suivie d'un temps de réflexion et d'apprentissage collectif avec **Salomé Van Billoen**

Inscription : [graziella.fourez@justicepaix.be](mailto:graziella.fourez@justicepaix.be)



**ABONNEMENT DE SOUTIEN  
AU "POUR PARLER DE PAIX"  
JUSTICE & PAIX**

**À PARTIR DE 15 €**

**À VERSER SUR LE COMPTE**

**BE30 0682 3529 1311**

**Communication: DON PPPX**

## DONS

**Soutien financier : déductible fiscalement  
à partir de 40€ par an.**

À verser au compte BE30 0682 3529 1311  
avec la mention "DON".

Pour tout renseignement à propos d'un don ou d'un legs,  
merci de bien vouloir prendre contact :

Tél. +32 (0)2 896 95 00 - [samia.mhaoud@justicepaix.be](mailto:samia.mhaoud@justicepaix.be)



## CONTACTS

Alda Greoli, *présidente*

Quentin Hayois, *secrétaire général*

Samia Mhaoud, Patrick Balemba, Martin Dieu, Alejandra Mejia,  
Emmanuel Tshimanga, Clara Gobbe, Laure Didier,  
Anisoara Tulvan, Astrid N'Singa, Sarah Verriest et Louise Lesoil  
*permanent-es*

*Volontaires ayant collaboré à ce numéro :*

Déborah Lozano, Mattia Tosato, Merlin Fotabong Assoua,  
Philippe Kamitatu Etsu, Victorine Bellaiche, Marina Muvughe,  
Pascale Wautié

Design : [www.acg-bxl.be](http://www.acg-bxl.be)

Dessin : <http://lucilevanlaecken.com/>

## N'hésitez pas à nous contacter !

Commission Justice et Paix  
francophone de Belgique, asbl  
Chaussée Saint-Pierre, 208  
B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00  
E-mail : [info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be)  
[@justiceetpaix.bsky.social](https://facebook.com/justicepaix)

[www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

